

Groupe belge de l'Union interparlementaire

Section Belgique-Mali

06.01.2020

Rencontre avec S.E.M. Mamadou Mandjou Berthe, ambassadeur de la République du Mali en Belgique.

Membre présent de la section belge : M. Malik Ben Achour (président).

Points abordés lors de la réunion :

L'ambassadeur fait le point sur la situation au Mali et aborde les sujets suivants :

- l'historique et l'évolution de la situation précaire qui perdure depuis janvier 2012 et qui résulte notamment de la rébellion Touareg au nord, des milices islamiques armées à tendance djihadiste, de l'opération « Serval » devenue l'opération « Barkhane », de la mission MINUSMA et des attentats et nombre d'actes de violence croissant depuis 2015 ;
- les tâches du gouvernement de transition chargé de préparer le pays vers le retour à la démocratie à travers l'exécution de l'« Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali » (processus d'Alger) ; l'élaboration difficile et laborieuse de cet accord : des solutions étatiques, y compris une révision de la Constitution, pourraient inclure la piste de la régionalisation et la création d'une deuxième chambre (Sénat) permettant le dialogue permanent entre les centres de décision fragmentés ; les grands défis pour réaliser l'accord sont d'ordre financier (fiscal), sécuritaire et politique ;
- la situation actuelle de l'armée malienne qui, bien qu'elle puisse se prévaloir de programmes de formation européens, semble peu puissante en raison du manque de moyens logistiques ;
- l'importance d'un rassemblement de forces dans le domaine sécuritaire avec les pays voisins sahéliens dans le cadre du groupe G5 Sahel ;
- la perception plutôt négative et la réticence de la population - confrontée à un quotidien marqué de violence- envers la légitimité et l'utilité des opérations et missions étrangères et internationales (Barkhane, MINUSMA) ;
- l'impact direct de la situation en Libye sur le Mali et les enjeux stratégiques présents au Mali pour les djihadistes ; l'origine et les sources de financement de ces mouvements, leur modus operandi et leur influence avérée sur la population pauvre du Mali ;
- le trafic de stupéfiants traversant le pays, en reliant les zones côtières de l'Afrique ;
- le taux de natalité élevé, qui constitue à la fois une force et une faiblesse pour le pays ; un sentiment d'appartenance nationale semble exister au sein du peuple malien, bien que certaines analyses prétendent le contraire.

Les efforts déployés par la Belgique, à travers les missions internationales et les liens bilatéraux, sont valorisés; les besoins permanents, dans lesquels la Belgique pourrait certainement jouer davantage un rôle, consistent en un soutien logistique supplémentaire pour les forces armées (véhicules, hôpitaux mobiles, support de communication, gilets pare-balles...) et un appui complémentaire dans la lutte contre la pauvreté.

Les rencontres et un dialogue permanent dans le contexte de l'UIP pourraient servir à sensibiliser les parlementaires sur la situation dangereuse et précaire du pays et sur les conséquences potentiellement lourdes au niveau mondial. Une nouvelle réunion en présence d'experts académiques et militaires semble opportune ; cette réunion pourrait se faire suivre à terme par une visite d'une délégation sur place.